



Berne-Wabern, 7 septembre 2015

Focus Mali

Situation sécuritaire

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Der vorliegende Bericht wurde von der Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration SEM gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt (https://www.sem.admin.ch/dam/data/bfm/internationales/herkunftslaender/coi_leitlinien-d.pdf). Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays du Secrétariat d'Etat aux migrations SEM dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine (https://www.sem.admin.ch/dam/data/bfm/internationales/herkunftslaender/coi_leitlinien-f.pdf). Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration SEM, is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information (https://www.sem.admin.ch/dam/data/bfm/internationales/herkunftslaender/coi_leitlinien-e.pdf). The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Synthèse.....	4
Main findings.....	5
1. Sources	6
2. Aperçu général du Mali	6
2.1. Géographie	6
2.2. Ethnicité et religion	7
2.3. Crise de 2012-2013.....	8
3. Situation sécuritaire au nord : régions de Tombouctou, Gao et Kidal	9
3.1. Acteurs armés présents au nord.....	9
3.1.1. Forces antiterroristes.....	10
3.1.2. Mouvements armés considérés comme terroristes.....	10
3.1.3. Mouvements armés non terroristes	12
3.2. Les enjeux sécuritaires au nord : trois conflits qui s'entremêlent.....	13
3.2.1. Bilan mitigé de la lutte contre le terrorisme	13
3.2.2. « Pro-Bamako » et « anti-Bamako » : les limites du processus de paix à Alger	14
3.2.3. Trafics illicites et tensions inter et intracommunautaires	16
3.3. Typologie des incidents sécuritaires et impact sur la population civile	16
3.3.1. Attaques asymétriques des groupes terroristes.....	17
3.3.2. Affrontements entre mouvements armés	17
3.3.3. Banditisme et petite criminalité	17
3.3.4. Actes arbitraires de vengeance et justice populaire	18
4. Situation sécuritaire au centre et au sud	18
4.1. Détérioration sécuritaire au centre (régions de Mopti et Ségou)	18
4.2. Attaques ponctuelles à Bamako	20
4.3. Régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso	21

Sujet

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Quelle est la situation sécuritaire actuelle au Mali ?
- Comment se présente la situation dans les différentes régions (nord, centre, sud) ?
- Quel est l'impact sur la population civile ?

Synthèse

Suite à la crise politique et sécuritaire de 2012 et 2013, la situation sécuritaire au Mali est relativement instable. Les différentes régions (nord, centre, sud) ne sont toutefois pas touchées de la même manière par cette instabilité.

Le nord du pays (régions de Tombouctou, Gao et Kidal) est particulièrement marqué par l'insécurité. Trois conflits s'y entremêlent, dont aucun ne semble près d'être résolu :

- la lutte des forces armées françaises et internationales contre les mouvements armés terroristes à tendance djihadiste ;
- la guerre indirecte entre le gouvernement malien et les autonomistes du nord, qui se joue par mouvements armés interposés (mouvements « pro-Bamako » qui soutiennent le gouvernement et mouvements « anti-Bamako » qui le combattent) ;
- la rivalité entre les différents mouvements armés pour contrôler les points de passage des nombreux trafics illicites transitant dans la région.

Au centre du pays (régions de Mopti et Ségou), la situation sécuritaire s'est dégradée depuis janvier 2015. Deux zones sont particulièrement touchées : l'une au nord de Ségou et à l'ouest de Mopti, l'autre au nord-est de Mopti. L'apparition d'un nouveau mouvement armé à tendance djihadiste (le Front ou la Force de libération du Macina), sur lequel il est toutefois difficile de trouver des informations fiables, semble être la source de cette insécurité.

Depuis mars 2015, le sud du pays (district de Bamako et régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso) a connu quelques attaques ponctuelles contre des ressortissants étrangers, des soldats maliens et du personnel de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali). Il est encore trop tôt pour parler d'une réelle dégradation de la situation sécuritaire dans ces régions, même si de nouvelles attaques ponctuelles ne sont pas à exclure.

La population civile n'est généralement pas directement visée par les attaques et autres incidents sécuritaires. Dans les régions les plus touchées par l'insécurité, elle en subit avant tout les conséquences indirectes : déplacements de population, accès limité aux services de l'État et aux activités économiques, augmentation du banditisme et de la petite criminalité. Dans un contexte d'accentuation de la méfiance entre les individus et les communautés, des actes de vengeance arbitraire et de justice populaire ont également été documentés.

Main findings

Following the political crisis of 2012 and 2013, the security situation in Mali is relatively volatile. However, the different regions – north, central and south – are affected by the situation to varying degrees.

The situation in the north of the country (Timbuktu, Gao and Kidal) is particularly unstable. Three conflicts are interwoven there, none of which is anywhere near being resolved:

- Operations by French and international armed forces against armed terrorist movements;
- An indirect war between the government of Mali and northern separatists, involving interposing armed groups (pro-Bamako movements supporting the government and opposing anti-Bamako movements);
- Rivalry between different armed groups for control of the transition points where a high level of illegal trafficking crosses the region.

The security situation in the centre of the country (Mopti and Ségou) has deteriorated since January 2015. Two areas, in particular, are affected: north of Ségou/west of Mopti on the one hand, and northeast of Mopti on the other. This deterioration would seem to stem from the emergence of a new jihadist group known as the 'Massina Liberation Front' (*le Front de libération du Macina*), on which little reliable information is available.

Since March 2015, the south of the country (district of Bamako, the capital, and the regions of Kayes, Koulikoro and Sikasso) has seen some sporadic attacks against foreigners, Malian soldiers and MINUSMA personnel (United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali). It is still too early to speak of a real deterioration in the security situation in this region even if sporadic attacks continue.

In general, the civilian population is not a direct target of these attacks or other security-related incidents. In the unstable regions, people are more affected by the indirect consequences of the conflict such as displacement, limited access to government services and limited economic possibilities, and an increase in crime. In line with a rise in distrust between individuals and communities, acts of arbitrary vengeance and popular justice have also been documented.

1. Sources

Depuis 2012, la situation sécuritaire au Mali fait souvent la une de la presse internationale. Diverses institutions publient aussi régulièrement des comptes-rendus et des analyses plus approfondies. Depuis juillet 2012, l'ONG internationale International Crisis Group a écrit plusieurs rapports très complets sur les causes et les enjeux sécuritaires et politiques de la crise malienne.¹ Au niveau de l'ONU, un rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali paraît environ tous les trois mois depuis mars 2013.² Parmi les instituts de recherche indépendants et dans le monde académique, les publications sur la problématique sécuritaire au Mali et plus généralement au Sahel sont trop nombreuses et trop fréquentes pour en faire une liste complète.³

Les sources consultées traitent essentiellement des enjeux sécuritaires au nord du Mali. Les analyses de qualité sur la situation au sud du pays sont pour l'instant plus rares : l'augmentation des incidents sécuritaires y est en effet plus récente et il est encore difficile d'en évaluer les causes et les impacts.

Par ailleurs, il est important de noter que de nombreuses sources véhiculent principalement la perspective de la communauté internationale sur la situation sécuritaire au Mali. Le point de vue et la réalité quotidienne des populations locales restent généralement plus difficiles d'accès. Parmi les efforts pour contrer cette tendance, nous tenons à mentionner deux publications en particulier : le rapport conjoint de l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP) et de l'ONG internationale Interpeace intitulé *Autoportrait du Mali : Les Obstacles à la Paix*,⁴ ainsi que le livre de la journaliste allemande Charlotte Wiedemann *Mali oder das Ringen um Würde: Meine Reisen in einem verwundeten Land*.⁵

Le but de ce focus est de présenter de manière synthétique et équilibrée les acteurs et les enjeux sécuritaires actuels au Mali et de donner un aperçu des incidents survenus dans les différentes régions du pays au cours des derniers mois. Étant donné la diversité des sources qui existent sur ce sujet et la rapidité avec laquelle la situation sécuritaire peut évoluer, ce document ne peut pas être considéré comme exhaustif. Il couvre les événements jusqu'au 6 septembre 2015.

2. Aperçu général du Mali

2.1. Géographie

Le Mali est un pays enclavé situé en Afrique de l'Ouest. Il est bordé au nord par la Mauritanie et l'Algérie, à l'est par le Niger, au sud par la Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée, et à l'ouest par le Sénégal.

Le Mali est le deuxième plus grand pays d'Afrique de l'Ouest après le Niger. Il couvre une

¹ La liste de ces rapports est disponible sur le site d'International Crisis Group, sur la page consacrée au Mali : <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/mali.aspx> (07.09.2015).

² Pour ce focus, nous nous sommes principalement basés sur les rapports de mars et juin 2015 : Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 27.03.2015. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/219 (07.09.2015) ; Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 11.06.2015. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/426 (07.09.2015).

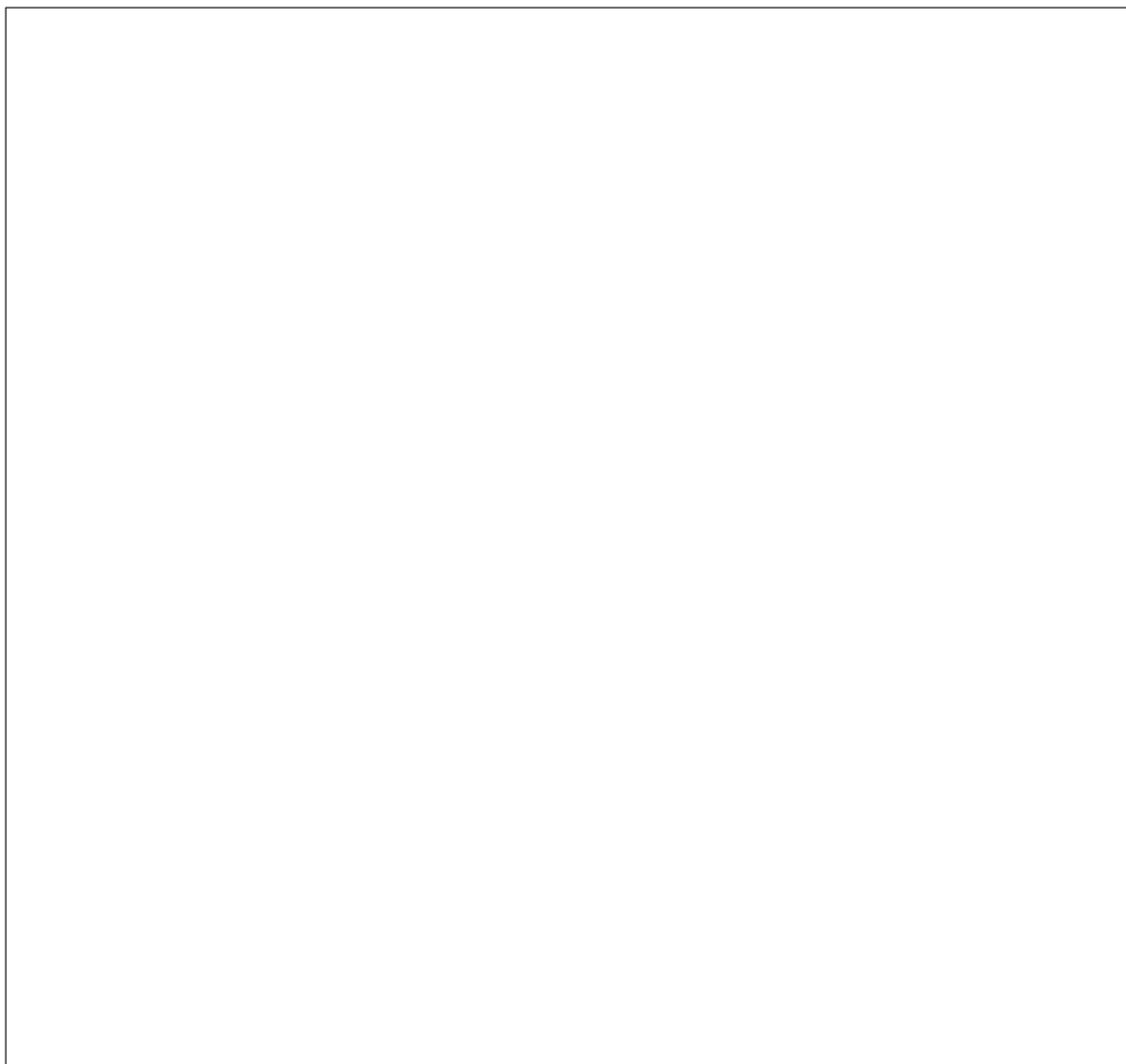
³ Voir entre autres : Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC. Wolfram Lacher. Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. 13.09.2012. http://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf (07.09.2015) ; International Peace Institute (IPI), New York. Alex Thurston. UN strikes back as conflict escalates in Mali. 26.01.2015. <http://theglobalobservatory.org/2015/01/un-strikes-conflict-escalation-mali/> (07.09.2015) ; Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (07.09.2015) ; ainsi que le dossier sur le Mali dans la revue italienne de géopolitique Limes : Welfare di Sabbia: il Caso Mali. In: Chi ha paura del Califo. Limes 3/2015. p.201-244.

⁴ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20_%20Autoportrait%20du%20Mali_%202015 (07.09.2015).

⁵ Charlotte Wiedemann. Mali oder das Ringen um Würde. Meine Reisen in einem verwundeten Land. Pantheon Verlag. Munich. 09.2014.

surface de 1,24 millions de km², ce qui correspond au Portugal, à l'Espagne et à la France réunis. Par contraste, la densité de sa population est très basse : avec une population estimée à près de 15,8 millions à la mi-2014, le Mali a une densité de 12,7 habitants par km² (la densité de la Suisse est quinze fois plus élevée : 195 habitants par km²). Plus de 90 % de la population vit dans le sud du pays (régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et district de Bamako, la capitale), alors que le nord a une surface plus grande (régions de Tombouctou, Gao et Kidal).

Le climat au Mali est sec. Il y a une saison des pluies qui dure quatre à cinq mois. Le fleuve Niger traverse le pays du sud-ouest jusqu'à Tombouctou, puis fait une boucle pour repartir vers le sud-est. La population du nord est principalement concentrée autour du fleuve : au-delà, c'est le désert qui domine.⁶



Carte administrative de la République du Mali

2.2. Ethnicité et religion

Le Mali est un pays multiethnique. Une vingtaine de groupes ethniques différents vivent sur le territoire malien : bambara, peul, songhaï, touareg, arabe, pour n'en citer que quelques-uns. Bien que certains groupes ethniques soient dominants dans certaines régions, le peuplement malien est caractérisé par la mixité : les aires culturelles s'interpénètrent et s'entrecroisent, à

⁶ European Regional Surveys of the World. Africa South of the Sahara: Mali. Routledge. London and New York. 2015 (44th edition). p.767, 781.

tel point qu'une carte ethnique du pays est presque impossible à dresser. De nombreux Maliens sont fiers de cette diversité culturelle et il existe une longue tradition de cohabitation pacifique entre les groupes ethniques.⁷

Toutefois, la diversité ethniques et la relative méconnaissance de l'autre mènent parfois au développement de stéréotypes et à des formes de stigmatisation. Les différences peuvent ainsi devenir sources de tensions, en particulier lorsqu'elles sont instrumentalisées à des fins politiques.⁸ Il existe par exemple une certaine méfiance au Mali envers la communauté touareg : certaines tribus touareg sont en effet à l'origine de plusieurs rebellions depuis les années 1960, dont celle qui a mené à la récente crise de 2012-2013.⁹

Sur le plan religieux, le Mali est majoritairement musulman (90 %), avec une petite minorité d'animistes (8 %) et de chrétiens (2 %). L'islam pratiqué au Mali, qui a longtemps cohabité avec les pratiques religieuses animistes locales, est traditionnellement tolérant face à la diversité religieuse. Depuis plusieurs années, le Mali connaît cependant une multiplication des différents courants religieux et une compétition accrue entre leurs leaders, dont beaucoup se servent du discours religieux à des fins d'ascension sociale. Depuis la crise de 2012-2013, un discours islamique intégriste fait notamment partie des stratégies utilisées par plusieurs groupes armés pour légitimer leurs actions.¹⁰

2.3. Crise de 2012-2013

En 2012 et 2013, le Mali a connu une crise dont les effets se font ressentir jusqu'à aujourd'hui sur le plan sécuritaire.

Un élément déterminant à l'origine de cette crise est la montée en puissance du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) à la fin de l'année 2011. Il s'agit d'un mouvement armé touareg qui revendique l'indépendance du nord du Mali (régions de Tombouctou, Gao et Kidal) sous le nom d'Azawad. Sa montée en puissance s'explique en grande partie par l'afflux d'armes et le retour au Mali de combattants ayant servi en Lybie jusqu'à la chute de Kadhafi.¹¹

Le MNLA lance sa première attaque pour la conquête des territoires du nord le 17 janvier 2012. Il est rapidement rejoint par Ançar Dine, un mouvement à tendance djihadiste qui prône une pratique intégriste de l'islam (voir partie 3.1.2).¹²

Décus par la faiblesse de la réponse étatique face aux avancées militaires des mouvements du nord, un groupe de soldats mené par le capitaine Amadou Sanogo fait un coup d'État en mars 2012, plongeant le pays dans l'instabilité politique. Face à la pression internationale, les putschistes acceptent toutefois de remettre le pouvoir à un gouvernement de transition en avril 2012.¹³

Entre-temps, les mouvements armés profitent de l'instabilité politique pour terminer la conquête militaire du nord. Le 5 avril 2012, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad. Le

⁷ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. p.25-28. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20 %20Autopor-trait%20du%20Mali %202015 (07.09.2015).

⁸ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. p.61. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20 %20Autopor-trait%20du%20Mali %202015 (07.09.2015).

⁹ Pour un aperçu de l'histoire des rebellions touareg au Mali, voir : European Regional Surveys of the World. Africa South of the Sahara: Mali. Routledge. London and New York. 2015 (44th edition). p.771-774.

¹⁰ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. p.31-33, 50-54. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20 %20Autopor-trait%20du%20Mali %202015 (07.09.2015).

¹¹ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : éviter l'escalade. 18.07.2012. p.8-12. www.crisis-group.org/~media/files/africa/west-africa/mali/189-mali-eviter-l-escalade.pdf (07.09.2015). Sur la circulation d'armes au Sahara et au Sahel, voir aussi : Francesco Strazzari. Il deserto di Pandora. In: Chi ha paura del Califo. Limes 3/2015. p.203-209.

¹² International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : éviter l'escalade. 18.07.2012. p.11, 17. www.crisis-group.org/~media/files/africa/west-africa/mali/189-mali-eviter-l-escalade.pdf (07.09.2015).

¹³ European Regional Surveys of the World. Africa South of the Sahara: Mali. Routledge. London and New York. 2015 (44th edition). p.770.

MNLA se fait toutefois peu à peu évincer des grandes villes du nord par des groupes à tendance djihadiste qui lui sont militairement et financièrement supérieurs : Ançar Dine, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) (voir 3.1.2).¹⁴

En janvier 2013, suite à la demande du gouvernement malien de transition, la France déclare la guerre aux mouvements à tendance djihadiste et lance l'opération Serval pour reconquérir les régions du nord, avec le soutien de l'armée tchadienne. Le rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali permet l'organisation d'élections présidentielles en juillet et août 2013, dont l'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta (surnommé IBK) sort vainqueur. Des élections législatives ont lieu à leur tour en novembre et décembre 2013.¹⁵

3. Situation sécuritaire au nord : régions de Tombouctou, Gao et Kidal

Au nord du Mali (régions de Tombouctou, Gao et Kidal), la situation sécuritaire reste instable. Le pays souffre encore des suites de la crise de 2012-2013. Bien que l'intégrité territoriale malienne soit officiellement rétablie, la situation sécuritaire s'est dégradée suite à la déclaration de guerre aux djihadistes : le nombre d'incidents sécuritaires et le nombre de morts ont augmenté depuis 2013 par rapport à la période d'occupation militaire des régions du nord par les groupes armés.¹⁶

Les enjeux sécuritaires actuels au nord du Mali sont variés et ils s'entremêlent de manière complexe. Pour en faciliter la compréhension, nous commencerons par présenter les principaux acteurs de la situation sécuritaire, puis nous donnerons un aperçu des différents conflits qui se jouent au nord, et nous terminerons par une typologie des incidents sécuritaires.

3.1. Acteurs armés présents au nord

Les acteurs de la situation sécuritaire au nord du Mali peuvent être répartis en trois catégories : les forces antiterroristes, les mouvements armés considérés comme terroristes (aussi appelés mouvements djihadistes) et les mouvements armés non terroristes.

Notre choix d'utiliser le terme de *terroriste* au lieu de *djihadiste* s'explique de la manière suivante : premièrement, le terme de *terroriste* est officiellement utilisé par l'ONU,¹⁷ et deuxièmement, le terme de *djihadiste* peut être trompeur. En effet, un discours intégriste et une rhétorique de guerre sainte ne signifient pas que la dimension religieuse soit déterminante pour le fonctionnement de ces groupes. Dans la pratique, les activités criminelles (kidnappings contre rançon, trafics illicites) occupent une place prédominante.¹⁸ De nombreux citoyens maliens dénoncent d'ailleurs cette instrumentalisation du discours religieux visant à légitimer l'action des groupes armés.¹⁹ Les mouvements terroristes ou djihadistes ne sont toutefois pas les seuls à avoir des activités criminelles : les autres mouvements armés sont tout autant impliqués dans les réseaux qui gèrent les divers trafics illicites transitant dans la région (voir partie 3.2.3).²⁰

¹⁴ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : éviter l'escalade. 18.07.2012. p.14, 17-19. www.crisis-group.org/-/media/files/africa/west-africa/mali/189-mali-eviter-l-escalade.pdf (07.09.2015).

¹⁵ European Regional Surveys of the World. Africa South of the Sahara: Mali. Routledge. London and New York. 2015 (44th edition). p.770-771.

¹⁶ Charlotte Wiedemann. Mali oder das Ringen um Würde. Meine Reisen in einem verwundeten Land. Pantheon Verlag. Munich. 09.2014. p. 281.

¹⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Résolution 2164 (2014). 25.06.2014. p.2-3. [www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164\(2014\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164(2014)) (07.09.2015).

¹⁸ Intervention lors d'un séminaire du Geneva Centre for Security Policy (GCSP) se déroulant sous la règle de Chatham House. 01-03.07.2015. Pour plus d'informations sur cette règle, voir les explications sur le site de Chatham House : www.chathamhouse.org/about/chatham-house-rule (07.09.2015).

¹⁹ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. p.54. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20_%20Autoportrait%20du%20Mali_%202015 (07.09.2015).

²⁰ Jeune Afrique, Paris. Mali : au Nord, la mosaïque des acteurs complique la crise. 16.02.2015. www.jeuneafrique.com/32654/archives-thematique/mali-au-nord-la-mosaïque-des-acteurs-complique-la-crise/

La distinction entre mouvements terroristes et non terroristes est basée sur des critères établis par la communauté internationale. Elle permet de faire la différence entre les mouvements armés qui ne sont pas admis à la table des négociations avec le gouvernement et ceux qui le sont. En effet, la résolution 2100 du Conseil de sécurité de l'ONU encourage explicitement les autorités maliennes à n'ouvrir le dialogue qu'avec les groupes qui « ont rompu tous liens avec des organisations terroristes ».²¹ Sur le terrain cependant, la frontière entre les différents mouvements armés est floue et les contacts et alliances plus ou moins opportunistes sont fréquents.²²

3.1.1. Forces antiterroristes

Les forces antiterroristes au Mali regroupent trois acteurs principaux :

- Les forces armées maliennes (FAMa) ne sont pour l'instant pas capables d'assurer la sécurité au nord du Mali par elles-mêmes.²³ Le laxisme et la gestion catastrophique de l'armée font partie des facteurs à l'origine de la crise de 2012-2013. La remise sur pied des FAMa, soutenue par l'Union Européenne, nécessite une réforme en profondeur qui prendra plusieurs années.²⁴
- L'opération française Barkhane est l'élément le plus robuste de la lutte antiterroriste au nord du Mali (voir 3.2.1). Elle a été lancée le 1^{er} août 2014 sur la base d'un partenariat avec la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. L'opération Barkhane dispose de 3000 militaires pour lutter contre les groupes armés terroristes sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne ; 1000 d'entre eux sont postés au Mali, la plupart dans une base située à Gao. Au Mali, Barkhane a remplacé l'opération Serval, qui avait été lancée par la France en janvier 2013 pour reconquérir le nord du Mali.²⁵
- La MINUSMA, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, a été créée en avril 2013. Depuis juin 2014, la sécurité et la protection des civils font parties de ses tâches prioritaires.²⁶ Au 31 juillet 2015, ses effectifs déployés atteignaient 11 592 personnes.²⁷

3.1.2. Mouvements armés considérés comme terroristes

Dans la région du Sahel comprenant le nord du Mali, on compte quatre principales organisations considérées comme terroristes par la communauté internationale :²⁸

- Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), qui porte ce nom depuis 2007, est un groupe intégriste d'origine algérienne, reliquat de la guerre civile des années 1990. Implanté dans la région de Tombouctou depuis 2003, ce groupe a participé à l'occupation du nord du Mali

(07.09.2015). Pour une analyse détaillée des réseaux de crime organisé et de trafics illicites actifs dans la région, voir : Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC. Wolfram Lacher. Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. 13.09.2012. http://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf (07.09.2015).

²¹ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Résolution 2100 (2013). 25.04.2013. p.1-2. [www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2100\(2013\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2100(2013)) (07.09.2015).

²² Jeune Afrique, Paris. Mali : au Nord, la mosaïque des acteurs complique la crise. 16.02.2015. www.jeuneafrique.com/32654/archives-thematique/mali-au-nord-la-mosaeeue-des-acteurs-complique-la-crise/ (07.09.2015).

²³ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : dernière chance à Alger. 18.11.2014. p.14-15. www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b104-mali-derniere-chance-a-alger.pdf (07.09.2015).

²⁴ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur. 11.04.2013. p.40-41. www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/201-mali-securiser-dialoguer-et-reformer-en-profondeur.pdf (07.09.2015).

²⁵ Ministère de la Défense, Paris. Opération Barkhane. 06.08.2015. www.defense.gouv.fr/operations/sahel/dossier-de-presentations-de-l-operation-barkhane/operation-barkhane (07.09.2015).

²⁶ Organisation des Nations Unies (ONU), New York. MINUSMA. Non daté. www.un.org/fr/peacekeeping/missions/minusma/index.shtml (07.09.2015).

²⁷ Organisation des Nations Unies (ONU), New York. MINUSMA : Faits et chiffres. 31.07.2015. www.un.org/fr/peacekeeping/missions/minusma/facts.shtml (07.09.2015).

²⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Résolution 2164 (2014). 25.06.2014. p.2-3. [www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164\(2014\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164(2014)) (07.09.2015).

en 2012.²⁹ En plus des trafics illicites, le kidnapping de plusieurs dizaines d'Occidentaux depuis les années 2000 représente une des principales sources de financement d'AQMI et a contribué à augmenter son pouvoir et son influence au Sahel. Le chercheur Wolfram Lacher estime que les gouvernements concernés ont payé entre 1,5 et 4 millions de dollars de rançon par otage.³⁰

- Ançar Dine (aussi orthographié Ançar Eddine, Ansar Dine, Ansar Eddine, Ansar ed-Dine, Ansar al-Dine) est le mouvement fondé par Iyad Ag Ghali, ancien leader de rebellions touareg, pour participer à l'occupation du nord du Mali en 2012. Évincé par les autonomistes touareg du MNLA (voir 3.1.3), Ag Ghali a utilisé ses contacts auprès d'AQMI pour créer son propre groupe armé.³¹ Celui-ci ne doit pas être confondu avec l'association religieuse Ançar Dine fondée par le prédicateur malien Chérif Ousmane Haïdara, à laquelle Ag Ghali a emprunté son nom (« les partisans de la religion » en arabe).³² Après l'intervention de l'opération française Serval au Mali en 2013, le groupe armé Ançar Dine s'est fragmenté.³³ Il a toutefois recommencé à revendiquer des attaques depuis décembre 2014.³⁴
- Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) est un groupe émanant d'AQMI qui est devenu autonome entre 2008 et 2011. Il a également participé à la conquête du nord du Mali en 2012 et s'est implanté plus particulièrement dans la région de Gao.³⁵ Depuis 2013, certains membres du MUJAO ont rejoint le groupe Al Mourabitoune (voir ci-dessous), d'autres ont rejoint le Mouvement arabe de l'Azawad (voir 3.1.3). Il semble cependant que le MUJAO continue à opérer de manière indépendante, notamment en revendiquant des attaques au nord du Mali.³⁶
- Al Mourabitoune (aussi orthographié al-Murabitun, al-Murabitoun) est le groupe de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, un des chefs historiques d'AQMI. Ce dernier crée sa propre organisation en décembre 2012, qu'il appelle « les signataires par le sang » (Al Mouataouakione Bi el Dimaa).³⁷ En août 2013, cette organisation fusionne avec une partie du MUJAO et prend le nom d'Al Mourabitoune.³⁸ Selon un communiqué diffusé le 13 août 2015, le groupe aurait à nouveau changé de nom et s'appellerait dorénavant Al-Qaïda en

²⁹ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : éviter l'escalade. 18.07.2012. p.5, 18- www.crisis-group.org/-/media/files/africa/west-africa/mali/189-mali-eviter-l-escalade.pdf (07.09.2015) ; Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. p.8. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (07.09.2015).

³⁰ Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC. Wolfram Lacher. Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. 13.09.2012. p.8-9. http://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf (07.09.2015).

³¹ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : éviter l'escalade. 18.07.2012. p.3, 12-13, 17-18. www.crisis-group.org/-/media/files/africa/west-africa/mali/189-mali-eviter-l-escalade.pdf (07.09.2015) ; Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC. Wolfram Lacher. Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. 13.09.2012. p.14-15. http://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf (07.09.2015).

³² Libération, Paris. A Bamako, l'autre Ansar ed-Dine fulmine. 25.01.2013. www.libération.fr/monde/2013/01/25/a-bamako-l-autre-ansar-ed-dine-fulmine_876894 (07.09.2015). Pour plus d'informations sur l'association religieuse Ançar Dine et son fondateur, voir : Gilles Holder. Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'association islamique Ançar Dine. Un réformisme malien populaire en quête d'autonomie. Cahiers d'études africaines 2012/2. N° 206-207. p.389-425.

³³ Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. p.8. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (07.09.2015).

³⁴ Jeune Afrique, Paris. Mali : les jihadistes d'Ansar Eddine refont surface. 30.12.2014. www.jeuneafrique.com/36558/politique/mali-les-jihadistes-d-ansar-ed-dine-refont-surface/ (07.09.2015).

³⁵ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : éviter l'escalade. 18.07.2012. p.17-18- www.crisis-group.org/-/media/files/africa/west-africa/mali/189-mali-eviter-l-escalade.pdf (07.09.2015).

³⁶ Sahel Blog, Washington DC. Alex Thurston. On Gao, MUJWA, and the ICRC. 03.04.2015. <https://sahel-blog.wordpress.com/2015/04/03/on-gao-mujwa-and-the-icrc/> (07.09.2015).

³⁷ Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Montréal. Al-Qaïda au Maghreb islamique : une hiérarchie en redéfinition sous fond de crise. 11.12.2012. p.1, 4-6. https://dandurand.ugam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_OMAN/38_chronique_BencherifAQMI.pdf (07.09.2015).

³⁸ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : réformer ou rechuter. 10.01.2014. p.11. www.crisis-group.org/-/media/Files/africa/west-africa/mali/210-mali-reformer-ou-rechuter.pdf (07.09.2015).

Afrique de l'Ouest.³⁹

3.1.3. Mouvements armés non terroristes

Les mouvements armés non terroristes sont nombreux au nord du Mali. C'est un signe à la fois de l'incapacité des forces armées maliennes à sécuriser cette partie du pays et de la diversité des intérêts en jeu. Ces mouvements forment un milieu très volatile dont il est difficile de suivre l'évolution : les scissions, les regroupements et la création de nouveaux groupes ou sous-groupes sont fréquents. En effet, créer un mouvement armé est devenu un moyen de défendre ses intérêts et d'obtenir une place à la table des négociations avec le gouvernement.⁴⁰

On peut distinguer deux grands ensembles de mouvements : d'une part la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), qui regroupe les mouvements autonomistes « anti-Bamako », et d'autre part la Plateforme du 14 juin, qui regroupe les mouvements armés proches du gouvernement ou « pro-Bamako ».⁴¹

Les mouvements suivants sont les membres principaux de la coalition « anti-Bamako » de la CMA :

- Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), créé en octobre 2011, est le mouvement rebelle touareg qui a lancé la conquête militaire du nord du Mali en janvier 2012. Le MNLA revendique l'autonomie de l'Azawad, un territoire qui englobe les trois régions de Tombouctou, Gao et Kidal.⁴² Ses principaux dirigeants sont issus de la région de Kidal, plus particulièrement de la tribu touareg dominante des Ifoghas. Principal acteur de la conquête du nord en 2012, le MNLA se fait ensuite voler sa victoire par les mouvements terroristes AQMI, Ançar Dine et le MUJAO. En février 2013, il s'allie avec l'opération française Serval pour lutter contre les terroristes dans la région de Kidal.⁴³ Étant donné les diverses tensions internes, il est difficile de suivre qui contrôle réellement le MNLA et quelles positions il défend.⁴⁴
- Le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), créé en mai 2013, est un mouvement mixte touareg et arabe contrôlé par des Ifoghas de la région de Kidal. Le HCUA a permis à d'anciens membres du groupe terroriste Ançar Dine de réintégrer le jeu politique.⁴⁵
- Le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), formé en 2012, regroupe les membres d'anciennes milices arabes de Tombouctou et de Gao. Le mouvement défend, entre autres, les intérêts économiques d'une partie de la communauté arabe. Les vives tensions externes, notamment avec le MNLA, et internes reflètent les divisions au sein de la communauté arabe.⁴⁶ Au cours de l'année 2014, une faction dissidente du MAA a d'ailleurs rejoint la Plateforme « pro-Bamako ».⁴⁷

³⁹ Jeune Afrique, Paris. Mokhtar Belmokhtar, vivant et chef d'Al-Qaïda en Afrique de l'Ouest ? 14.08.2015. www.jeuneafrique.com/257237/politique/mokhtar-belmokhtar-vivant-chef-dal-qaïda-afrique-de-louest/ (07.09.2015).

⁴⁰ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : dernière chance à Alger. 18.11.2014. p.14-15. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b104-mali-derniere-chance-a-alger.pdf (07.09.2015).

⁴¹ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 27.03.2015. p.1. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/219 (07.09.2015). Voir aussi : International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : la paix à marche forcée ? 22.05.2015. p.1. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/226-mali-la-paix-a-marche-forcee (07.09.2015).

⁴² International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : éviter l'escalade. 18.07.2012. p.8, 11. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/189-mali-eviter-l-escalade.pdf (07.09.2015).

⁴³ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur. 11.04.2013. p.12-14. www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/201-mali-securiser-dialoguer-et-reformer-en-profondeur.pdf (07.09.2015).

⁴⁴ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : réformer ou rechuter. 10.01.2014. p.16. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/210-mali-reformer-ou-rechuter.pdf (07.09.2015).

⁴⁵ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : réformer ou rechuter. 10.01.2014. p.16-17. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/210-mali-reformer-ou-rechuter.pdf (07.09.2015).

⁴⁶ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : réformer ou rechuter. 10.01.2014. p.17. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/210-mali-reformer-ou-rechuter.pdf (07.09.2015).

⁴⁷ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : dernière chance à Alger. 18.11.2014. p.6, 10. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b104-mali-derniere-chance-a-alger.pdf (07.09.2015).

Les principaux membres de la Plateforme « pro-Bamako » sont les mouvements suivants :

- Le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) est un mouvement armé créé en août 2014 pour combattre l'influence des autonomistes touareg et arabes au nord du Mali. Il représente les intérêts des clans touareg Imghad, traditionnellement subordonnés aux clans nobles des Ifoghas (dont sont issus les dirigeants du MNLA et du HCUA).⁴⁸
- La Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance (CMFPR) regroupe depuis 2012 différentes milices locales d'autodéfense des communautés songhaï, peule et bellah⁴⁹, dont les milices Ganda Koy et Ganda Izo (ou Ganda Iso).⁵⁰ Dans le passé, de telles milices ont souvent été soutenues par des éléments de l'armée malienne pour contrer les mouvements armés touareg et arabes du nord du pays.⁵¹ Depuis qu'une faction de la CMFPR appelée CMFPR-II a rejoint la CMA entre août et septembre 2014, la branche du mouvement qui est restée avec la Plateforme est appelée CMFPR-I.⁵²
- Une faction du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) s'est distancée de la CMA pour rejoindre la Plateforme au cours de l'année 2014.⁵³

Les mouvements cités ci-dessus sont les groupes armés les plus influents au nord du Mali. En plus de ces mouvements, il existe une nébuleuse de milices et groupes armés de moindre envergure (dont la CMFPR-II déjà citée). La plupart sont dirigés par des dissidents des mouvements principaux.⁵⁴

3.2. Les enjeux sécuritaires au nord : trois conflits qui s'entremêlent

Les enjeux sécuritaires au nord du Mali sont extrêmement complexes. Pour simplifier la compréhension, on peut parler de trois conflits principaux qui s'entremêlent : la lutte contre les groupes terroristes, la guerre indirecte entre le gouvernement malien et les mouvements autonomistes, et la lutte entre les groupes armés pour contrôler les points de passages des trafics illicites.

3.2.1. Bilan mitigé de la lutte contre le terrorisme

Depuis une dizaine d'années, la région du Sahel-Sahara fait partie des terrains privilégiés de lutte contre le terrorisme pour les pays occidentaux, en particulier pour la France et les États-

⁴⁸ The Jamestown Foundation, Washington DC. GATIA: A profile of Northern Mali's pro-government Tuareg and Arab militia. 03.04.2015. www.jamestown.org/programs/tm/sin-gle/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=43745&tx_ttnews%5Bback-Pid%5D=26&cHash=9bd5a3fe8690940eff3764ed31b16c47 (07.09.2015).

⁴⁹ Les Bellah parlent le tamasheq et appartiennent au groupe ethnique des Touareg. Ils sont les descendants des anciens esclaves de l'élite touareg. Les Bellah ont généralement la peau noire, alors que la plupart des membres des classes supérieures de la société touareg ont la peau claire. Les Bellah forment la majorité de la population touareg au nord du Mali. Voir : Charlotte Wiedemann. Mali oder das Ringen um Würde. Meine Reisen in einem verwundeten Land. Pantheon Verlag. Munich. 09.2014. p. 273-274.

⁵⁰ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : réformer ou rechuter. 10.01.2014. p.17-18. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/210-mali-reformer-ou-rechuter.pdf (07.09.2015). Pour plus de détails sur les milices Ganda Koy et Ganda Izo, voir : The Jamestown Foundation, Washington DC. "The Sons of the Land": Tribal challenges to the Tuareg conquest of Northern Mali. 20.04.2012. www.jamestown.org/sin-gle/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=39290 (07.09.2015).

⁵¹ The Jamestown Foundation, Washington DC. Mali's Ganda Iso militia splits over support for Tuareg rebel group. 21.02.2014. www.jamestown.org/sin-gle/?tx_ttnews%5Bpointer%5D=2&tx_ttnews%5Btt_news%5D=41997&tx_ttnews%5Bback-Pid%5D=228&cHash=c7fb249aa790485a95b12a1e5d739e41 (07.09.2015).

⁵² Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 23.12.2014. p.1-2. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2014/943 (07.09.2015) ; International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : dernière chance à Alger. 18.11.2014. p.11. www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b104-mali-derniere-chance-a-alger.pdf (07.09.2015).

⁵³ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : dernière chance à Alger. 18.11.2014. p.6, 10. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b104-mali-derniere-chance-a-alger.pdf (07.09.2015).

⁵⁴ À ce sujet, voir par exemple : Jeune Afrique, Paris. Mali : pourquoi l'application de l'accord d'Alger traîne en longueur. 31.07.2015. www.jeuneafrique.com/252706/politique/mali-pourquoi-lapplication-de-laccord-dalger-traîne-en-longueur/ (07.09.2015).

Unis.⁵⁵

Au Mali, les principales forces antiterroristes sont la MINUSMA et l'opération française Barkhane (voir partie 3.1.1). Bien que la MINUSMA soit autorisée à « utiliser tous les moyens nécessaires pour accomplir son mandat », ⁵⁶ elle n'est pas équipée pour mener des opérations offensives. C'est essentiellement l'opération Barkhane qui assume ce rôle dans la lutte contre les groupes terroristes.⁵⁷ Les forces armées françaises ont d'ailleurs l'autorisation explicite du Conseil de sécurité de l'ONU pour intervenir au Mali.⁵⁸

Le bilan qu'on peut tirer de la lutte antiterroriste au Mali dépend du point de vue choisi. Si l'on considère strictement les objectifs des opérations antiterroristes, celles-ci ont connu des succès importants. L'opération Serval de 2013 a permis la reconquête des territoires occupés dans le nord et la tenue d'élections présidentielles et législatives. Elle a également réussi à affaiblir AQMI et ses alliés au Mali.⁵⁹ Quant à l'opération Barkhane, elle continue à frapper durement les groupes terroristes au Sahel, notamment en visant leurs chefs. Ces mouvements n'ont plus de sanctuaire au Mali et ils sont obligés de prendre de nombreuses précautions pour se déplacer.⁶⁰

Du point de vue de la population locale du nord, et si l'on considère la situation sécuritaire dans son ensemble, le bilan est loin d'être aussi positif.⁶¹ Bien qu'elles aient diminué d'ampleur, les attaques menées par les groupes terroristes restent fréquentes. Par ailleurs, la focalisation exclusive sur le terrorisme a occulté l'ampleur de la crise politique interne, qui continue de déstabiliser le nord du pays (voir partie 3.2.2). Certains reprochent même aux opérations antiterroristes d'avoir compliqué la crise en s'alliant aux mouvements armés autonomistes pour combattre les groupes terroristes. En conséquence de cette crise, l'État malien n'a toujours pas pu rétablir durablement sa présence au nord.⁶²

Du côté des limites de la lutte antiterroriste, on peut également se demander si l'attitude de certains gouvernements européens n'est pas en partie contreproductive, notamment lorsqu'ils paient des rançons exorbitantes aux groupes terroristes et qu'ils autorisent la vente d'armes dans la sous-région.⁶³

3.2.2. « Pro-Bamako » et « anti-Bamako » : les limites du processus de paix à Alger

Alors que la lutte contre le terrorisme est la priorité des pays occidentaux, celle du gouvernement malien est de mettre fin aux aspirations autonomistes des mouvements armés « anti-Bamako » du nord. Étant donné la faiblesse de l'armée malienne, le gouvernement dépend du soutien des mouvements armés « pro-Bamako », qu'il cherche à instrumentaliser en sa faveur.

⁵⁵ Pour une analyse détaillée des différentes opérations de contre-terrorisme au Sahel et au Sahara, voir : Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (07.09.2015).

⁵⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Résolution 2164 (2014). 25.06.2014. p.6. [www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164\(2014\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164(2014)) (07.09.2015).

⁵⁷ Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. p.12. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (16.07.2015).

⁵⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Résolution 2164 (2014). 25.06.2014. p.10. [www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164\(2014\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2164(2014)) (07.09.2015).

⁵⁹ Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. p.26. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (07.09.2015).

⁶⁰ Jeune Afrique, Paris. Sahel : Barkhane, conçue pour durer. 11.08.2015. www.jeu-neafrrique.com/mag/252771/politique/sahel-barkhane-concue-pour-durer/ (07.09.2015).

⁶¹ Voir notamment le chapitre consacré à ce sujet dans : Charlotte Wiedemann. Mali oder das Ringen um Würde. Meine Reisen in einem verwundeten Land. Pantheon Verlag. Munich. 09.2014. p. 263-289. Voir également : Andrea de Georgio. Viaggio nel Mali del Nord dove si rimpiange il welfare jihadista. In: Chi ha paura del Califo. Limes 3/2015. p.211-219.

⁶² Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. p.26, 29. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (07.09.2015).

⁶³ Remote Control Project, Londres. From new frontiers to new normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara. 05.08.2014. p.7, 27. <http://remotecontrolproject.org/wp-content/uploads/2014/08/Sahel-Sahara-report.pdf> (07.09.2015).

Le gouvernement n'est toutefois pas en mesure de contrôler ces mouvements : ceux-ci ont leurs propres agendas, qu'ils continuent à défendre.⁶⁴

Le conflit entre Bamako et les autonomistes se joue d'une part par des affrontements militaires sur le terrain. D'autre part, il fait partie prenante du processus de paix à Alger.

Les négociations d'Alger ont débuté en septembre 2014 dans le but est de trouver une solution durable à la crise de 2012-2013. Elles réunissent le gouvernement malien, les mouvements autonomistes regroupés au sein de la CMA et la Plateforme des mouvements « pro-Bamako » (voir partie 3.1.3), sous la médiation de l'Algérie.⁶⁵

Alors que les progrès sont lents pendant plusieurs mois, les négociations connaissent un tournant soudain en février 2015, lors de leur cinquième phase. La médiation fait pression pour que les différents acteurs acceptent la troisième version de l'accord de paix qu'elle leur soumet. La médiation, le gouvernement malien et la Plateforme parafont le texte le 1^{er} mars, mais la CMA résiste à la pression : elle demande le temps de consulter sa base et la garantie que ses revendications seront discutées. Pour éviter l'isolement, la CMA finit par parafer l'accord le 14 mai 2015, mais elle ne participe pas à la cérémonie officielle de signature du 15 mai.⁶⁶ Ce n'est que le 20 juin 2015 que la CMA signe finalement l'accord d'Alger.⁶⁷

Selon International Crisis Group, l'accord de paix d'Alger a toutefois plusieurs limites et sa mise en œuvre est loin d'être garantie.⁶⁸

- L'accord reproduit les erreurs du passé en recyclant des solutions qui n'ont jamais réellement fonctionné sans se donner les moyens de les améliorer : la décentralisation poussée et la création de postes politico-administratifs pour les personnes originaires du nord.
- En privilégiant une vision sécuritaire à court terme pour restaurer l'ordre et la stabilité, le processus d'Alger a négligé l'aspiration des populations du nord au changement. Le dialogue tant attendu sur la manière d'améliorer concrètement la capacité de l'État à fournir des services n'a pas eu lieu. Les populations ainsi aliénées n'auront aucun intérêt à favoriser la mise en œuvre d'un accord dans lequel elles ne se reconnaissent pas.
- Pour éviter les frictions, plusieurs éléments importants pour la mise en œuvre concrète de l'accord sont restés dans le flou. Cela revient à repousser le règlement des problèmes de fond à plus tard.
- Le processus d'Alger n'a pas abordé certains des moteurs principaux de la crise du nord : la militarisation du politique, l'influence croissante des réseaux criminels et la violence des rapports entre les communautés ou les groupes d'intérêt (voir partie 3.2.3). Cette négligence risque de limiter la durabilité des solutions envisagées.

Le regain des violences au nord depuis avril 2015 est un signe très clair des limites du processus d'Alger : dans l'incapacité de trouver des solutions viables à la table des négociations, les différentes parties en reviennent à s'affronter militairement sur le terrain.⁶⁹ Suite à l'attaque d'Anéfis (située à 120 km au sud de Kidal) par le GATIA le 15 août 2015, la CMA a d'ailleurs

⁶⁴ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : dernière chance à Alger. 18.11.2014. p.14. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b104-mali-derniere-chance-a-alger.pdf (07.09.2015).

⁶⁵ Pour un bilan complet de la première phase du processus d'Alger, voir : International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : dernière chance à Alger. 18.11.2014. www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b104-mali-derniere-chance-a-alger.pdf (07.09.2015).

⁶⁶ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : la paix à marche forcée ? 22.05.2015. p.1-3. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/226-mali-la-paix-a-marche-forcee (07.09.2015).

⁶⁷ Jeune Afrique, Paris. Accord d'Alger pour la paix au Mali : le plus dur reste à faire. 06.07.2015. www.jeuneafrique.com/mag/241413/politique/accord-dalger-pour-la-paix-mali-le-plus-dur-reste-a-faire/ (07.09.2015).

⁶⁸ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : la paix à marche forcée ? 22.05.2015. p.4-7. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/226-mali-la-paix-a-marche-forcee (07.09.2015).

⁶⁹ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : la paix à marche forcée ? 22.05.2015. p.9-11. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/226-mali-la-paix-a-marche-forcee (07.09.2015). Voir aussi : Integrated Regional Information Networks (IRIN), Nairobi. Quel accord de paix ? Le conflit perdure au Mali. 24.08.2015. www.irinnews.org/fr/report/101903/quel-accord-de-paix-le-conflit-perdure-au-mali (07.09.2015).

annoncé qu'elle suspendait sa participation au suivi de l'accord d'Alger.⁷⁰

3.2.3. Trafics illicites et tensions inter et intracommunautaires

Il existe au Sahel divers réseaux de trafics illicites et d'activités criminelles qui ont connu une expansion significative depuis le début des années 2000 : trafic d'armes, trafic de cigarettes, migration illégale, trafic de cocaïne, trafic de cannabis, kidnappings contre rançons. La plupart des groupes armés au nord du Mali sont impliqués plus ou moins directement dans un ou plusieurs de ces réseaux. Le principal objet des tensions est le contrôle des points de passage des trafics pour pouvoir imposer des frais de transit. L'importance de ces activités criminelles vient du fait qu'il existe dans cette région peu d'alternatives permettant de s'enrichir autant et aussi rapidement.⁷¹

Les lignes de tension entre les groupements d'intérêt qui s'affrontent sont à la fois inter et intracommunautaires : il existe des rivalités entre différents groupes ethniques, mais également entre différentes tribus ou communautés d'un même groupe ethnique. Les tensions entre la tribu touareg des Ifoghas (majoritaires au sein de MNLA et du HCUA) et celle des Imghad (représentées par le GATIA) en sont un exemple. Depuis longtemps, l'État malien a contribué à envenimer ces tensions en cherchant à les instrumentaliser pour contrôler les régions du nord et tirer sa part de profit des trafics illicites.⁷² Cela explique aujourd'hui la ligne de démarcation entre les mouvements armés « pro-Bamako » et « anti-Bamako ».

Il serait cependant réducteur d'accorder trop d'importance aux facteurs ethniques pour expliquer les conflits au nord du Mali : la diversité ethnique est une richesse culturelle dont de nombreux Maliens sont fiers. Les différences deviennent sources de tensions lorsqu'elles sont instrumentalisées à des fins politiques.⁷³ C'est ce qui s'est passé pendant la crise de 2012-2013, laquelle a eu pour effet d'augmenter la méfiance entre les individus et les communautés et d'exacerber les tensions.⁷⁴

Les activités criminelles et les trafics illicites au nord du Mali jouent un rôle essentiel dans la crise malienne. Les réseaux criminels ont une influence croissante sur la politique locale et ils ont contribué à la militarisation de la région. Dans le cadre la lutte contre le terrorisme et du processus de paix à Alger, la gestion de cette problématique ne fait toutefois pas partie des priorités : ni les forces internationales, ni les autorités maliennes ne sont prêtes à intervenir contre ces réseaux.⁷⁵ Cette stratégie fragilise les efforts de pacification et de stabilisation du pays.

3.3. Typologie des incidents sécuritaires et impact sur la population civile

On peut différencier plusieurs types d'incidents sécuritaires au nord du Mali en fonction de leurs auteurs et de leurs cibles, ainsi que selon leur impact sur la population civile.

⁷⁰ Jeune Afrique, Paris. Mali : après l'attaque d'Anéfis, la CMA interrompt sa participation au suivi des accords d'Alger. 25.08.2015. www.jeuneafrique.com/259317/politique/apres-lattaque-danefis-gatia-cma-interrompt-participation-suivi-accords-dalger/ (07.09.2015).

⁷¹ Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC. Wolfram Lacher. Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. 13.09.2012. p.4-9, 11. http://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf (07.09.2015). Sur les conditions de vie et le manqué d'alternatives au nord du Mali, voir également : Fayssal Konate. Guerra Santa per i cuori e le menti. In: Chi ha paura del Califfio. Limes 3/2015. p.221-222.

⁷² Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC. Wolfram Lacher. Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. 13.09.2012. p.11-12. http://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf (07.09.2015).

⁷³ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. p.61. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20_%20Autoportrait%20du%20Mali_%202015 (07.09.2015).

⁷⁴ OXFAM, Oxford. Reconstruire la mosaïque. Perspectives pour de meilleures relations sociales après le conflit armé au Nord du Mali. 10.10.2013. p.11-13. www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/rr-piecing-together-jigsaw-mali-conflict-101013-fr_0_0.pdf (07.09.2015) ; Charlotte Wiedemann. Mali oder das Ringen um Würde. Meine Reisen in einem verwundeten Land. Pantheon Verlag. Munich. 09.2014. p.281-282.

⁷⁵ International Crisis Group (IGC), Bruxelles. Mali : la paix à marche forcée ? 22.05.2015. p.7, 10. www.crisis-group.org/-/media/Files/africa/west-africa/mali/226-mali-la-paix-a-marche-forceee (07.09.2015).

3.3.1. Attaques asymétriques des groupes terroristes

Sérieusement mis sous pression par l'opération Barkhane, les groupes terroristes sont toutefois encore en mesure d'organiser régulièrement des attaques asymétriques⁷⁶, même si leur ampleur a diminué depuis 2013. Ces attaques prennent essentiellement pour cibles la MINUSMA, l'opération Barkhane et les forces armées maliennes.⁷⁷ Il arrive également que les acteurs humanitaires soient visés, mais dans une moindre mesure (un membre du CICR a par exemple été tué lors d'une attaque le 30 mars 2015⁷⁸).

En règle générale, les civils ne sont pas délibérément pris pour cibles. Ils peuvent cependant subir des dommages collatéraux lorsque des engins explosifs improvisés, des mines et des roquettes sont utilisés. Selon le rapport du 11 juin 2015 du Secrétaire général de l'ONU, neuf civils sont morts et 41 ont été blessés de cette manière depuis fin mars 2015. Un autre impact de ce type d'incidents sur la population civile est d'entraver la liberté de mouvement et de perturber l'accès aux services et aux activités économiques.⁷⁹

3.3.2. Affrontements entre mouvements armés

Malgré le processus de paix à Alger (voir partie 3.2.2), les affrontements entre les mouvements armés « pro-Bamako » et « anti-Bamako » ont augmenté depuis avril 2015 et la lutte pour contrôler les points de passage des trafics illicites s'est intensifiée.⁸⁰

Cette recrudescence des violences a causé une augmentation des déplacés internes et des mouvements de réfugiés vers les pays voisins : 54 441 déplacés dans la région de Tombouctou, 3041 dans celle de Gao, et 731 nouveaux réfugiés ont été signalés entre le 27 avril 2015 et le 1^{er} juin 2015.⁸¹ Après le pic de violence de mai et juin 2015, de nombreux déplacés ont cependant pu rentrer chez eux, notamment dans la région de Tombouctou.⁸²

3.3.3. Banditisme et petite criminalité

L'instabilité de la situation sécuritaire a également contribué à l'augmentation des actes de banditisme et de petite criminalité : vol organisé de bétail, vols prenant pour cibles des commerçants, banditisme contre des véhicules de transport. Les attaques se concentrent sur les jours de marché et le long des routes empruntées par les commerçants. Selon des entretiens menés par l'ONG internationale Human Rights Watch (HRW), les auteurs seraient pour la plupart d'actuels ou d'anciens combattants des groupes armés opérant dans le nord.

HRW documente également la fréquence de l'extorsion aux points de contrôle, en particulier quand ils sont tenus par des groupes armés. L'extorsion par les forces de sécurité gouvernementales serait moins systématique et plus informelle.⁸³

⁷⁶ Le terme *asymétrique* renvoie aux techniques de guerre non conventionnelles utilisées lorsque les protagonistes ont des capacités militaires significativement différentes : Encyclopaedia Britannica. Ellen Sexton. Asymmetrical warfare. 27.06.2014. www.britannica.com/topic/asymmetrical-warfare (07.09.2015).

⁷⁷ International Peace Institute (IPI), New York. Alex Thurston. UN strikes back as conflict escalates in Mali. 26.01.2015. <http://theglobalobservatory.org/2015/01/un-strikes-conflict-escalation-mali/> (07.09.2015).

⁷⁸ Sahel Blog, Washington DC. Alex Thurston. On Gao, MUJWA, and the ICRC. 03.04.2015. <https://sahel-blog.wordpress.com/2015/04/03/on-gao-mujwa-and-the-icrc/> (07.09.2015).

⁷⁹ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 11.06.2015. p.7. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/426 (07.09.2015).

⁸⁰ Pour plus de détails sur les lieux de ces affrontements, voir par exemple : Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 11.06.2015. p.4-6. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/426 (07.09.2015).

⁸¹ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 11.06.2015. p.11. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/426 (07.09.2015). Voir également : Integrated Regional Information Networks (IRIN), Nairobi. Des milliers de personnes fuient les violences dans le nord du Mali. 03.06.2015. www.irinnews.org/fr/report/101576/des-milliers-de-personnes-fuient-les-violences-dans-le-nord-du-mali (07.09.2015).

⁸² UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), New York. Mali : Bulletin humanitaire Juin-juillet 2015. 11.08.2015. p.1. <http://reliefweb.int/report/mali/mali-bulletin-humanitaire-juin-juillet-2015> (07.09.2015).

⁸³ Human Rights Watch, New York. Mali : La fragilité de l'État de droit et les abus mettent en péril la population. 14.04.2015. www.hrw.org/node/269602 (07.09.2015).

3.3.4. Actes arbitraires de vengeance et justice populaire

La crise de 2012-2013 et ses conséquences ont considérablement affecté les relations sociales entre individus et communautés du nord : les tensions et la méfiance ont augmenté.⁸⁴ Dans un tel contexte, les individus soupçonnés de collaboration avec les forces « ennemies » (que ce soit l'armée malienne ou un groupe armé rival) courent le risque de subir des actes arbitraires de vengeance ou des formes de justice populaire.

Plusieurs cas de violence et de mauvais traitements ont été documentés ces deux dernières années, ainsi que quelques meurtres et exécutions sommaires. Les auteurs seraient des soldats maliens, des membres des groupes armés ou des individus non identifiés. Entre fin mars et mi-juin 2015, le Secrétaire général de l'ONU compte neuf exécutions sommaires de civils.⁸⁵

Par ailleurs, deux jeunes Arabes ont été lynchés à Gao le 7 mars 2015 : la foule a crû, probablement à tort, que les jeunes gens avaient lancé une grenade.⁸⁶

Les tensions liées à l'accès aux ressources, notamment les rivalités entre éleveurs et cultivateurs, peuvent également devenir un prétexte pour former des milices locales et recourir à la violence.⁸⁷

Cette tendance à recourir aux armes pour se faire justice soi-même s'explique en partie par le manque de confiance de la population malienne envers le système judiciaire.⁸⁸

4. Situation sécuritaire au centre et au sud

Depuis le coup d'État de mars 2012 jusqu'à l'élection du président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2013, le centre et le sud du Mali ont été marqués par une période d'instabilité politique (voir 2.3). La situation sécuritaire y est cependant restée relativement stable, en contraste avec le nord du pays. Depuis janvier 2015, on assiste à une augmentation des attaques et incidents sécuritaires dans le centre et le sud. Les régions les plus touchées sont celles de Mopti et Ségou, mais des attaques ponctuelles ont également eu lieu à Bamako et dans les régions de Sikasso et Koulikoro.

Alors qu'une détérioration durable de la sécurité semble se confirmer dans certaines zones des régions de Mopti et Ségou, il est trop tôt pour tirer des conclusions hâtives sur les autres régions du sud. Les auteurs des attaques, leur organisation et leurs motivations sont encore mal connus : il n'est pas clair s'il s'agit d'acteurs isolés ou de réseaux organisés. Il est donc difficile pour l'instant d'évaluer le niveau de la menace qu'ils représentent.⁸⁹

4.1. Déterioration sécuritaire au centre (régions de Mopti et Ségou)

Depuis janvier 2015, la situation sécuritaire s'est détériorée au centre du Mali. Plusieurs incidents sécuritaires ont eu lieu, concentrés essentiellement à l'ouest de Mopti et au nord de la

⁸⁴ OXFAM, Oxford. Reconstruire la mosaïque. Perspectives pour de meilleures relations sociales après le conflit armé au Nord du Mali. 10.10.2013. p.11-13. www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/rr-piecing-together-jigsaw-mali-conflict-101013-fr_0_0.pdf (07.09.2015).

⁸⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 11.06.2015. p.8. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/426 (07.09.2015). Pour d'autres cas, voir également : Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 27.03.2015. p.10-11. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/219 (07.09.2015) ; Human Rights Watch, New York. Mali : La fragilité de l'État de droit et les abus mettent en péril la population. 14.04.2015. www.hrw.org/node/269602 (07.09.2015).

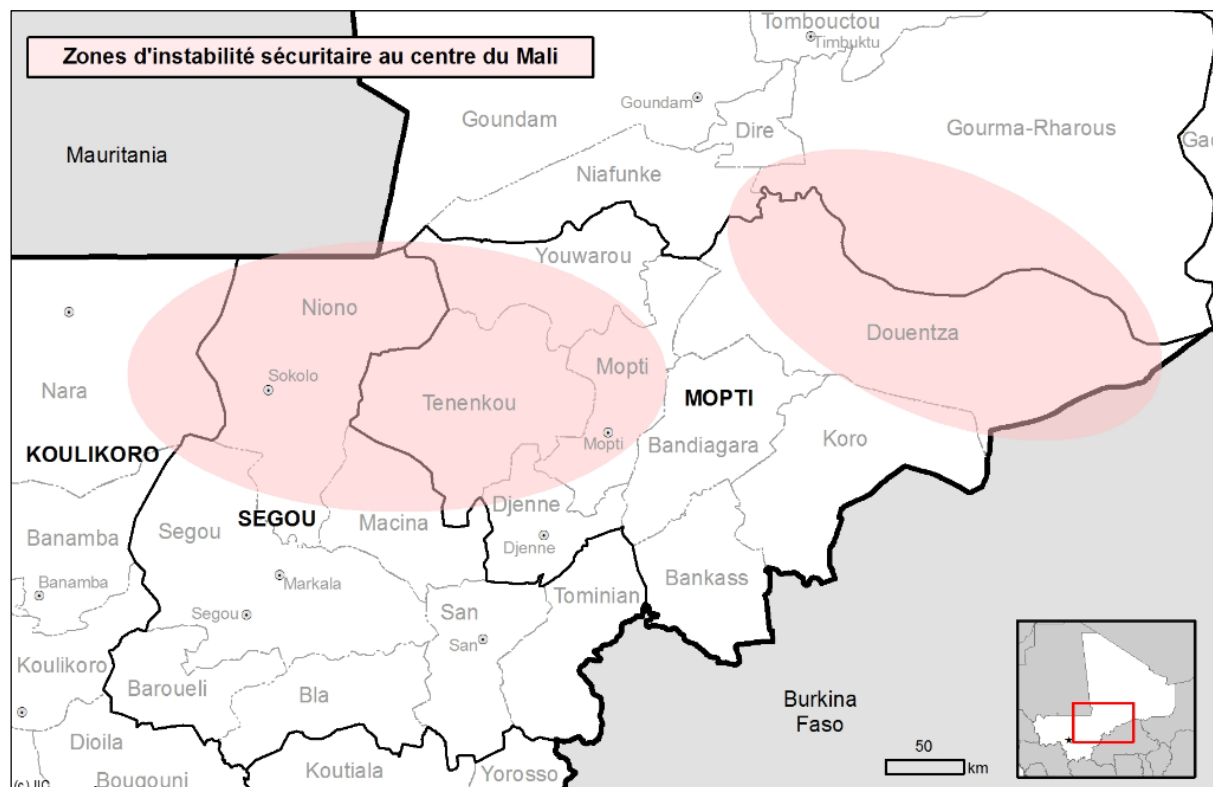
⁸⁶ France 24, Paris. Attentat à Gao : la foule a-t-elle lynché des innocents ? 10.03.2015. <http://observers.france24.com/fr/20150309-attentat-gao-bamako-terroriste-foule-lynchage-innocents-justice-populaire> (07.09.2015).

⁸⁷ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. p.92. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20_%20Autoportrait%20du%20Mali_%202015 (07.09.2015).

⁸⁸ Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), Bamako. Autoportrait du Mali – Les obstacles à la paix. 03.2015. p.115-119. www.imrap-mali.org/images/IMRAP%20-Interpeace%20_%20Autoportrait%20du%20Mali_%202015 (07.09.2015).

⁸⁹ Jeune Afrique, Paris. Mali : pourquoi le sud est menacé. 16.07.2015. www.jeuneafrique.com/mag/245619/politique/mali-pourquoi-le-sud-est-menace/ (07.09.2015).

région de Ségou, ainsi qu'au nord-est de la région de Mopti.



Carte représentant les zones d'instabilité sécuritaire au centre du Mali (régions de Ségou et Mopti)

Des affrontements entre les mouvements armés « anti-Bamako » et les forces de sécurité ont contribué à cette détérioration sécuritaire (en particulier depuis fin avril 2015).⁹⁰ Depuis janvier 2015, l'insécurité est toutefois due principalement à une augmentation des attaques visant les représentants de l'État malien : forces armées maliennes, fonctionnaires, locaux de l'administration. De plus, des personnes soupçonnées d'avoir servi d'informateurs à l'armée ont été victimes de menaces et d'exécutions sommaires.⁹¹

L'attaque qui a le plus fait parlé d'elle a eu lieu à Sévaré, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Mopti. Le 7 août 2015, une prise d'otages à l'hôtel Byblos, siège local de la MINUSMA, s'est terminée par un bilan de treize morts : cinq employés de la MINUSMA, quatre soldats maliens et quatre « terroristes ».⁹²

Les informations qui circulent sur les auteurs de ces attaques sont difficiles à vérifier. Selon diverses sources, il s'agirait pour la plupart de membres de l'ethnie peule. Certains d'entre eux auraient des liens avec les groupes terroristes MUJAO et Ançar Dine (voir 3.1.2). Les attaques seraient liées à l'apparition d'un nouveau groupe armé à tendance djihadiste appelé la Force de libération du Macina ou le Front de libération du Macina (FLM). Le chef en serait Amadou (ou Hammadoun) Koufa, un prédicateur radical peul proche d'Iyad Ag Ghali, le fondateur d'Ançar Dine.⁹³

⁹⁰ Jeune Afrique, Paris. Au Mali, de nouveaux affrontements avec les rebelles font onze morts à Ténenkou. 06.05.2015. www.jeuneafrique.com/231385/politique/au-mali-de-nouveaux-affrontements-avec-les-rebelles-font-onze-morts-t-nenkou/ (07.09.2015).

⁹¹ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 27.03.2015. p.8. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/219 (07.09.2015) ; Human Rights Watch, New York. Mali : La fragilité de l'État de droit et les abus mettent en péril la population. 14.04.2015. www.hrw.org/node/269602 (07.09.2015) ; Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 11.06.2015. p.6, 8. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/426 (07.09.2015).

⁹² Jeune Afrique, Paris. Mali : ce que l'on sait de l'attaque de Sévaré. 10.08.2015. www.jeuneafrique.com/255839/politique/mali-lon-sait-de-lattaque-de-sevare/ (07.09.2015).

⁹³ Human Rights Watch, New York. Mali : La fragilité de l'État de droit et les abus mettent en péril la population. 14.04.2015. www.hrw.org/node/269602 (07.09.2015) ; International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : la

L'existence de liens entre le FLM et Ançar Dine semble confirmée par un communiqué du 3 juillet 2015 : Ançar Dine y revendique plusieurs attaques commises dans les régions de Mopti et Ségou, qu'il attribue à sa katiba (unité de combattants) « Macina ».⁹⁴ L'attaque de Sévaré a quant à elle été revendiquée par un ancien combattant de Mokhtar Belmokhtar réputé proche d'Amadou Koufa.⁹⁵ Toutefois, une revendication ne peut être considérée comme une preuve. La nature des liens entre ces mouvements et le contrôle qu'Ançar Dine prétend avoir sur la katiba « Macina » restent difficiles à vérifier.⁹⁶

Concernant l'impact sur la population civile, la dégradation de la situation sécuritaire au centre du pays a causé un retrait partiel de l'État et une augmentation des personnes déplacées. De nombreux représentants du gouvernement local ont fui la région (administrateurs, maires, chefs, enseignants, juges).⁹⁷ En janvier 2015, une soixantaine d'écoles ont fermé en raison du climat de peur dans les cercles de Tenenkou (Mopti) et Niono (Ségou).⁹⁸ Environ 50 d'entre elles ont repris leurs activités en mars 2015.⁹⁹ En mai 2015, plus de la moitié des écoles étaient fermées dans certaines communes des régions de Mopti et Ségou.¹⁰⁰ Entre le 27 avril 2015 et le 1^{er} juin 2015, 2083 personnes déplacées ont été signalées dans la région de Mopti.¹⁰¹

4.2. Attaques ponctuelles à Bamako

La capitale malienne Bamako, qui avait été épargnée jusqu'alors, a connu ponctuellement quelques attaques et incidents sécuritaires depuis mars 2015 :

- Dans la nuit du 6 au 7 mars 2015, une attaque armée a eu lieu dans un restaurant fréquenté par les étrangers expatriés, tuant cinq personnes.¹⁰² Le groupe terroriste Al Mourabitoune a revendiqué cette attaque.¹⁰³
- Le 3 avril 2015, une explosion s'est produite dans un domicile privé à la périphérie de la ville, tuant le gardien et blessant trois autres personnes. Des détonateurs et du matériel servant à la fabrication d'explosifs ont été découverts sur place. L'hypothèse d'un projet d'attentat terroriste a été évoquée, mais les sources sont contradictoires à ce sujet et il n'y

paix à marche forcée ? 22.05.2015. p.11-12. www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/226-mali-la-paix-a-marche-forcee (07.09.2015) ; Maliweb.net, Bamako. Attaques de Tenenkou : l'ombre de Hammadoun Koufa avec un Mouvement de libération du Macina plane. 23.01.2015. www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/attaques-de-tenenkou-lombre-de-hammadoun-koufa-avec-un-mouvement-de-liberation-du-macina-plane-760482.html (07.09.2015) ; Jeune Afrique, Paris. Mali : le Front de libération du Macina, un nouveau Boko Haram ? 31.08.2015. www.jeuneafrique.com/mag/258720/politique/mali-le-front-de-liberation-du-macina-un-nouveau-boko-haram/ (07.09.2015).

⁹⁴ Alakhbar, Mauritanie. Mali : le groupe Ançar Dine revendique une série d'attentats. 05.07.2015. <http://fr.alakhbar.info/10292-0-Mali-le-groupe-Ancar-Dine-revendique-une-serie-dattentats-.html> (07.09.2015).

⁹⁵ Jeune Afrique, Paris. Mali : un ex-combattant de Belmokhtar revendique l'attaque de Sévaré. 11.08.2015. www.jeuneafrique.com/256042/politique/mali-ex-combattant-de-belmokhtar-revendique-lattaque-de-sevare/ (07.09.2015).

⁹⁶ Jeune Afrique, Paris. Mali : pourquoi le sud est menacé. 16.07.2015. www.jeuneafrique.com/mag/245619/politique/mali-pourquoi-le-sud-est-menace/ (07.09.2015).

⁹⁷ Human Rights Watch, New York. Mali : La fragilité de l'État de droit et les abus mettent en péril la population. 14.04.2015. www.hrw.org/node/269602 (07.09.2015)

⁹⁸ UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), New York. Mali : Bulletin humanitaire Nov.2014-Janv.2015. 31.01.2015. p.3. <http://reliefweb.int/report/mali/mali-bulletin-humanitaire-nov-2014-janv-2015> (07.09.2015).

⁹⁹ UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), New York. Mali : Bulletin humanitaire Février-mars 2015. 15.04.2015. p.2. <http://reliefweb.int/report/mali/mali-bulletin-humanitaire-fvrier-mars-2015> (07.09.2015).

¹⁰⁰ UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), New York. Mali : Bulletin humanitaire Avril-mai 2015. 31.05.2015. p.2. <http://reliefweb.int/report/mali/mali-bulletin-humanitaire-avril-mai-2015> (07.09.2015).

¹⁰¹ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 11.06.2015. p.11. www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/426 (07.09.2015).

¹⁰² France 24, Paris. Attentat à Bamako : au moins cinq morts, dont un Français. 07.03.2015. www.france24.com/fr/20150307-plusieurs-morts-dont-francais-attentat-bamako-mali-belge-fusil-lade#/?&_suid=143046839857807208169178809953 (07.09.2015).

¹⁰³ Reuters, New York. Islamist group claims responsibility for Mali attack that killed 5. 07.03.2015. www.reuters.com/article/2015/03/07/us-mali-attacks-group-idUSKBN0M30SN20150307 (07.09.2015).

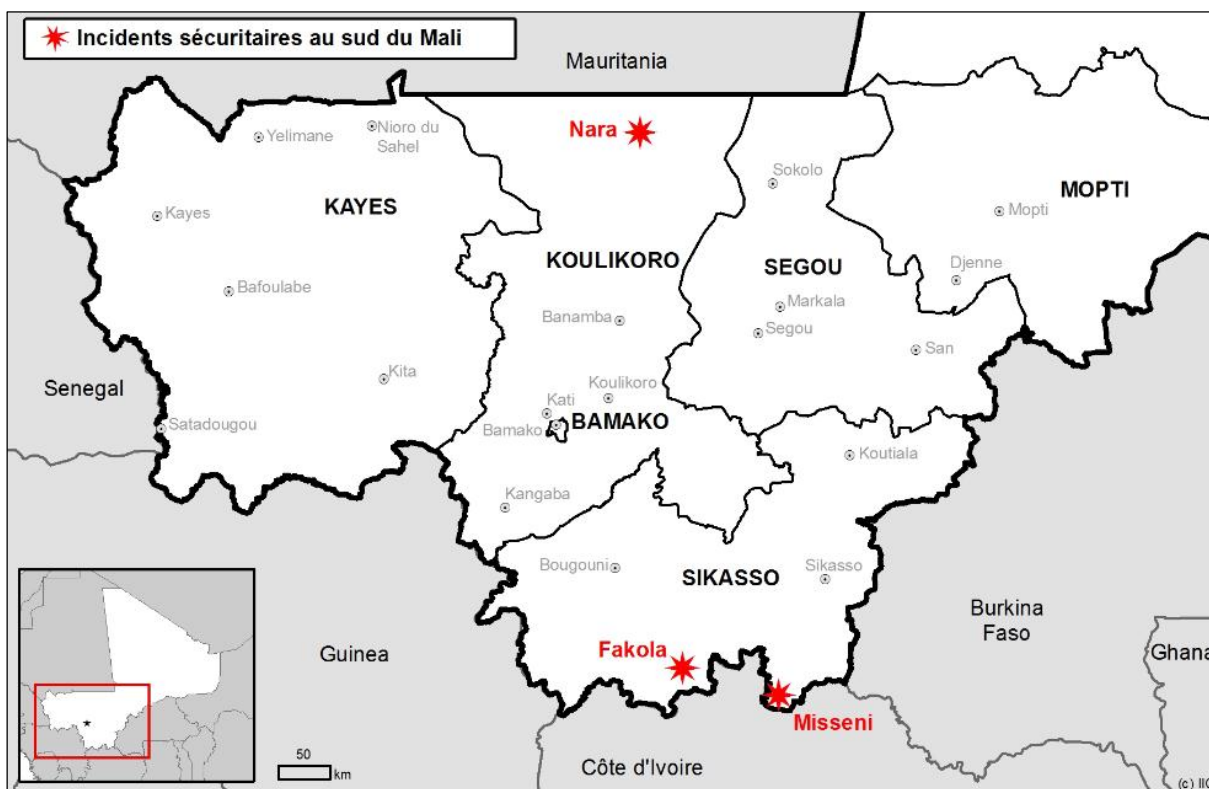
a, à notre connaissance, pas eu de confirmation officielle des autorités.¹⁰⁴

- En mai 2015, la MINUSMA a subi deux attaques ciblées à Bamako. Le 20 mai, un homme armé a tenté d'incendier un véhicule garé devant une résidence de la MINUSMA, blessant le gardien et causant des dégâts matériels. Dans la nuit du 25 au 26 mai, un Casque bleu a été tué et un autre blessé lors d'une attaque contre un véhicule de l'ONU.¹⁰⁵ Le groupe terroriste Ançar Dine a revendiqué ces attaques dans un communiqué du 3 juillet 2015.¹⁰⁶
- Le 12 août 2015, des hommes armés ont attaqué le poste de police de la gare routière de Sogoniko, blessant un civil et un policier.¹⁰⁷

Le fait qu'Al Mourabitoune et Ançar Dine aient revendiqué certaines de ces attaques ne prouve aucunement que ce soit eux qui les aient réellement commises. Même si d'autres attaques ponctuelles à Bamako ne sont pas à exclure, il n'est pas pour autant avéré que la capitale malienne représente une cible prioritaire pour les groupes terroristes : elle est en effet située à plusieurs centaines de kilomètres de leurs principales zones d'activité au nord du Mali.

4.3. Régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso

Alors que la région de Kayes est restée épargnée pour l'instant, les régions de Sikasso et de Koulikoro ont connu trois incidents sécuritaires en juin 2015.



Carte des incidents sécuritaires au sud du Mali (régions de Koulikoro et Sikasso)

¹⁰⁴ RFI, Paris. Explosion dans une maison à Bamako, soupçons d'un projet d'attentat. 04.04.2015. www.rfi.fr/afrique/20150404-explosion-maison-bamako-soupcons-projet-attentat-terrorisme/#/?&_suid=1430732297063021792488130716886 (07.09.2015) ; BBC News, Londres. Explosion in Mali capital Bamako kills one. 04.04.2015. www.bbc.com/news/world-africa-32179177 (07.09.2015).

¹⁰⁵ Jeune Afrique, Paris. Mali : un blessé dans une attaque contre la Minusma à Bamako. 20.05.2015. www.jeuneafrique.com/232376/politique/mali-un-bless-dans-une-attaque-contre-la-minusma-bamako/ (07.09.2015) ; Jeune Afrique, Paris. Mali : un Casque bleu bangladais tué dans une attaque à Bamako. 26.05.2015. www.jeuneafrique.com/232731/politique/mali-un-casque-bleu-bangladais-tu-dans-une-attaque-bamako/ (07.09.2015).

¹⁰⁶ Alakhbar, Mauritanie. Mali : le groupe Ançar Dine revendique une série d'attentats. 05.07.2015. <http://fr.alakhbar.info/10292-0-Mali-le-groupe-Ancar-Dine-revendique-une-serie-dattentats-.html> (07.09.2015).

¹⁰⁷ Jeune Afrique, Paris. Mali : deux blessés à Bamako dans l'attaque d'un poste de police. 13.08.2015. www.jeuneafrique.com/256801/politique/mali-poste-de-police-de-bamako-attaque-inconnus/ (07.09.2015).

- Le 10 juin 2015, une trentaine d'hommes armés ont attaqué un poste de police à Misseni (Sikasso), près de la frontière avec la Côte d'Ivoire. L'attaque aurait fait un ou deux morts.¹⁰⁸
- Le 27 juin 2015, des hommes armés ont attaqué un camp militaire proche du village de Nara (Koulikoro), près de la frontière avec la Mauritanie. Trois soldats et neuf assaillants auraient été tués.¹⁰⁹
- Le 28 juin 2015, des hommes armés ont attaqué et brièvement pris possession du village de Fakola (Sikasso), près de la frontière avec la Côte d'Ivoire.¹¹⁰

Le groupe terroriste Ançar Dine a revendiqué ces attaques dans un communiqué du 3 juillet 2015. Il attribue l'attaque de Nara à la katiba « Macina » et celles de Misseni et Fakola à la katiba « Khaleb ben Walid ».¹¹¹ En lien avec les attaques de Misseni et Fakola, la presse a annoncé début septembre 2015 l'arrestation en Côte d'Ivoire de sept djihadistes maliens présumés, dont certains auraient reconnu avoir été membres d'Ançar Dine.¹¹²

Ces revendications ne constituent toutefois pas des preuves. Bien que des pistes semblent indiquer l'implication de la Force de libération du Macina (FLM) d'Amadou Koufa (voir partie 4.1) dans ces attaques, l'identité, les motivations et le mode opératoire des assaillants sont mal connus. Selon une source sécuritaire malienne citée par Jeune Afrique, les auteurs des attaques sont des Maliens du sud radicalisés et instrumentalisés qui parlent les dialectes locaux. Mais il est trop tôt pour dire s'ils font partie d'un réseau organisé ou de cellules indépendantes. Il pourrait aussi s'agir d'un mélange de banditisme et de terrorisme : des brigands locaux qui se serviraient du discours djihadiste pour détourner l'attention d'autres activités.¹¹³

¹⁰⁸ Reuters, New York. Suspected Islamist militants attack police base in southern Mali. 10.06.2015. www.reuters.com/article/2015/06/10/us-mali-rebels-idUSKBN00Q10520150610 (07.09.2015).

¹⁰⁹ Associated Press, New York. Mali: Gunmen attack military camp near Mauritania border, killing 3 soldiers. 27.06.2015. <http://bigstory.ap.org/article/7316e8b724bf49f7a2d026076fd3a7a4/mali-gunmen-attack-military-camp-near-mauritania-border> (07.09.2015).

¹¹⁰ Reuters, New York. Gunmen briefly take control of village in southern Mali. 28.06.2015. www.reuters.com/article/2015/06/28/us-mali-fighting-idUSKCN0P810820150628 (07.09.2015).

¹¹¹ Alakhbar, Mauritanie. Mali : le groupe Ançar Dine revendique une série d'attentats. 05.07.2015. <http://fr.alakhbar.info/10292-0-Mali-le-groupe-Ansar-Dine-revendique-une-serie-dattentats-.html> (07.09.2015).

¹¹² Jeune Afrique, Paris. Sept jihadistes présumés extradés de la Côte d'Ivoire vers le Mali. 03.09.2015. www.jeuneafrique.com/261672/politique/jihadistes-presumes-extrades-de-cote-divoire-vers-mali/ (07.09.2015).

¹¹³ Jeune Afrique, Paris. Mali : pourquoi le sud est menacé. 16.07.2015. www.jeuneafrique.com/mag/245619/politique/mali-pourquoi-le-sud-est-menace/ (07.09.2015).